

La Rochelle 2009

# L'université d'été qu'on a aimée



# LA REVUE SOCIALISTE N°35 EST PARUE

La  
**Revue  
Socialiste** 35



**L'Afrique  
en question**

31 novembre  
2009  
100 pages

La dernière livraison de la Revue socialiste est arrivée. Un numéro consacré à l'Afrique.

Les articles sont consultables sur : [www.revuesocialiste.fr](http://www.revuesocialiste.fr)

Pour tout renseignement, contactez : Nathalie Mauroy au 01 45 56 76 38.

La  
**Revue  
Socialiste**

35

## L'Afrique en question

### Introduction

Alain Benguouni, Des idées, et encore des idées...

### Le dossier

Thomas Melonia, Politique africaine de la France : le clivage gauche-droite est-il pertinent ?

Pierre Jacquet, Quel projet pour l'aide au développement ?

Philippe Hugon, L'économie de l'Afrique, les politiques de développement et la crise mondiale

Albert Bourgi, Les chemins difficiles de la démocratie en Afrique de l'Ouest

Serge Dupuis, Retour sur le génocide des Rwandais tutsi

Alain Coheur, La santé des populations africaines : le rôle des mutualités

Guy Laberit, L'engagement de la Fondation Jean-Jaurès pour la démocratie en Afrique

### Polémique avec la droite

André Zyiberberg, Nicolas Sarkozy, « une stratégie de l'étouffement et de la conciliation »

### Grand texte socialiste

Daniel Mayer, Discours sur la défense de la Sécurité sociale.

Assemblée nationale 11 juillet 1949

### À propos de...

Carole Bachelot, Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, La société des socialistes, 2006

Bernard Poinant, La société décalée des socialistes

Barbara Romagnan, La société fermée des socialistes

Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, Que faire de la « société des socialistes » ?

### Actualités internationales

Ernst Hillebrand, Elections 2009 : le SPD au pied du mur

Jean-Luc Domenach, « La démocratisation de la Chine dépendra de l'évolution de la crise économique »

[www.revuesocialiste.fr](http://www.revuesocialiste.fr)



## INVITATION



## Fête de la Rose

du Pays de Quimperlé-Concarneau

avec la participation de

**Jean-Yves LE DRIAN**

président du Conseil régional

**Dimanche 27 septembre 2009**

Grand Champ à SCAËR

Nous serions heureux de vous retrouver

à nos côtés lors du **POT DE L'AMITIÉ**

qui sera servi à 11 h 30

suivi d'un Banquet Républicain à 12 h 30

en présence de

**Gilbert LE BRIS**, député

**Louis LE PENSEC**, ancien ministre

**Marc COATANÉA**, premier secrétaire fédéral

**François MARC**, sénateur

**Michel LOUSSOUARN**, délégué de la 8<sup>e</sup> circonscription



**Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste**  
Huitième circonscription

PS 29

**L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83**

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : [redaction@parti-socialiste.fr](mailto:redaction@parti-socialiste.fr)) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

• DIRECTEURS DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon - Marie Emmanuelle Assidon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Elisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot

• PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78-57)

• FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)

• ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 190 000 exemplaires.

# Proposer un autre chemin aux Français



**Emmanuel Maurel,**  
secrétaire national aux  
universités permanentes  
et d'été

*Pourquoi boudier notre plaisir ? Grâce à la mobilisation des camarades de Charente-Maritime, au travail des salariés du parti, à la qualité des intervenants invités, à l'enthousiasme 2009 fut un excellent cru.*

*Les socialistes ne sont pas des spécialistes de l'autosatisfaction. C'est bien, car cela veut dire que nous sommes continuellement exigeants avec nous mêmes, et puis ça fait la différence avec le camp d'en face. Mais il faut savoir être fiers de notre travail. La Rochelle 2009 n'a pas seulement été une réussite en termes de convivialité ou de qualité de débat. Elle a montré le vrai visage de notre parti qui, en dépit des épreuves, des défaites, des découragements, sait puiser l'énergie pour se ressaisir, rebondir et repartir au combat.*

*Repartir au combat, car nous avons du pain sur la planche ! Nous devons réussir notre rénovation interne, attendue par nos militants et nos électeurs. Nous devons préparer les élections régionales, au moment où la droite s'apprête à remettre en cause le paysage territorial pour prendre sa revanche sur des collectivités gérées en majorité par la gauche. Nous devons continuer à nous opposer avec vigueur aux réformes gouvernementales qui, alors que la crise frappe douloureusement le monde du travail, mettent à mal l'école de la République, notre système de protection sociale, nos services publics, bref, cette France qu'on aime. Nous devons préparer l'alternative en proposant aux Français, comme Martine Aubry s'y est employée dimanche, un autre chemin. Enfin, nous devons travailler, inlassablement, au rassemblement de la gauche : c'est le sésame pour la victoire !*

*De La Rochelle, nous sommes repartis avec une feuille de route. Au travail !*

**Le chiffre**

Le montant moyen des retraites perçues par les femmes est de 38 % inférieur à celui des hommes. Mais le gouvernement souhaite supprimer de la bonification dont bénéficient les mères de famille. Les remettre en cause, alors qu'il est toujours aussi difficile pour une femme de concilier vie professionnelle et vie familiale, aboutirait à ajouter l'injustice à l'injustice.

**38****Évasion fiscale****Une « amnistie déguisée »**

**D**ans le JDD du 30 août, le ministre du budget a déclaré posséder une liste de 3 000 contribuables français détenant des comptes en Suisse pour un montant de 3 milliards d'euros, auxquels il a demandé de régulariser leur situation avant le 31 décembre. Une « amnistie déguisée », a aussitôt réagi Michel Sapin, secrétaire national du PS à l'économie. S'ils sont en situation de fraude, « ils doivent être soumis à la procédure normale », mais « le gouvernement veut leur appliquer une procédure particulière, en leur disant "si vous rapatriez vos capitaux, il n'y a aura pas de suite". »

**Taxe carbone****Inefficace et injuste**

**L**a Première secrétaire du PS l'a répété le 31 août sur France Info : « Nous ne sommes pas favorables à la taxe carbone que propose le gouvernement. Elle est inefficace parce qu'on taxe peu les entreprises et les gros pollueurs, et très injuste socialement ». Le PS propose la création d'une

contribution énergie-climat dont le produit serait intégralement consacré à des compensations sociales liées à la lutte contre le changement climatique. Pour développer les alternatives à la voiture, il demande un grand « plan de transports carbone zéro » autour de deux propositions : le financement par l'État à hauteur de 50% de tous les projets de transports publics, et l'incitation aux plans de déplacement d'entreprise pour ramener le coût des déplacements domicile-travail à moins de un euro par jour.

**Réforme pénale****Justice sous contrôle**

**L**e haut magistrat à la retraite, Philippe Léger, chargé par Nicolas Sarkozy d'un rapport sur la réforme de la procédure pénale, a rendu ses conclusions le 1er septembre. Il préconise la suppression du juge d'instruction, dont les pouvoirs d'enquête seraient confiés aux pro-

cureurs. Ces derniers, contrairement au juge d'instruction, dépendent du ministère de la Justice. Pour Robert Badinter, ancien ministre socialiste de la Justice, c'est « une OPA de l'exécutif sur les affaires les plus importantes de la justice



pénale ». Car, soumis au pouvoir en place, les procureurs pourraient renoncer à enquêter sur des sujets sensibles.

**Cuba****Nouvelle arrestation d'un opposant**

**J**uan Carmelo Bermúdez Rosabal, militant du parti Arc progressiste et opposant pacifique au régime castriste, a été arrêté le 28 août par la police de la province de Santiago de Cuba. Aucune justification n'a été donnée. Le PS partage les ambitions politiques de tous ceux qui à Cuba, comme ailleurs dans le monde, luttent en faveur d'une société démocratique, pluraliste et sociale. Il appelle les autorités à libérer l'opposant. européen, la droite tente par tous les moyens d'inclure ces services dans une directive qui les soumettraient à la concurrence.

**Page réalisée par  
Elisabeth Philippe**





## L'image de la semaine

### Le Japon passe à gauche

***Les élections législatives du 30 août au Japon marquent un tournant historique. Le Parti démocrate du Japon (PJD) a remporté une forte majorité des suffrages, en obtenant 306 sièges sur un total de 480 à la Chambre des députés. Détrônant le Parti libéral démocrate au pouvoir depuis 54 ans. Alors que le pays souffre d'une économie en panne et d'un système politico-administratif obsolète, la gauche a promis d'augmenter le salaire minimum, le lancement d'un système d'allocation familiale, ou encore des réformes des institutions. Martine Aubry a adressé ses félicitations et ses vœux de réussite au PJD et à son président, Yukio Hatoyama. « Après l'élection de Barack Obama aux États-Unis, cette élection marque une nouvelle victoire historique des socialistes, des sociaux-démocrates et des progressistes dans le monde », s'est réjouie la Première secrétaire du PS.***



# Rentrée des casses

Une nouvelle année scolaire et pas de bonnes résolutions pour le gouvernement. Luc Chatel, le nouveau et médiatique ministre de l'Éducation nationale, poursuit consciencieusement le travail de sape entamé par son prédécesseur : suppressions de postes massives, dégradation des conditions d'enseignement, renforcement des inégalités... Enseignants, syndicats, parents d'élèves, tous tirent la sonnette d'alarme. Un appel entendu par le PS qui souhaite remettre l'élève au cœur du système scolaire. Et non plus les seules considérations budgétaires.

# “Le gouvernement veut remplacer le droit à la classe par un droit à l'accueil”

**Jean-Jacques Hazan** est président de la FCPE, fédération de parents d'élèves. Il dresse un panorama inquiétant mais lucide de cette rentrée 2009 : toujours moins de professeurs, moins d'encadrement et des journées de plus en plus chargées pour les plus jeunes. Bienvenue dans un pays où l'école publique est la dernière des priorités du pouvoir en place.



Jean-Jacques Hazan,  
président de la FCPE

La rentrée scolaire de 2009 ressemble-t-elle à celles des années précédentes ?

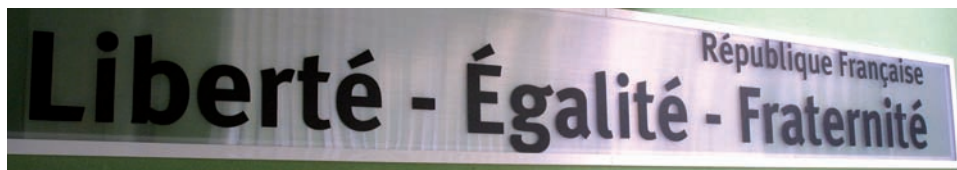
Pour la troisième année consécutive, nous assistons à la suppression d'un grand nombre

d'enseignants et personnels d'éducation, 13 500 pour la seule rentrée 2009. Il y a, de plus, un affaiblissement du réseau d'aide des élèves en difficulté. La disparition progres-

sive de ce réseau va se sentir dès les premiers jours de la rentrée, pour les élèves les plus fragiles.

Pourtant, le ministère de l'Éducation ne cesse de communiquer sur le fait que personne ne pâtira de ces coupes claires. Sa stratégie est la suivante : titulariser tous les remplaçants. Dans les premiers temps, il est donc possible que tout se passe bien, mais dès qu'un professeur sera malade, ou en formation, que se passera-t-il ? Déjà en primaire, l'année dernière, les difficultés se sont fait sentir, mais là, il faut s'attendre à une généralisation. L'ancien ministre, Xavier Darcos, voulait créer une agence de remplacement, une sorte d'agence d'intérim, mais nous ne sommes pas demandeurs. On ne remplacerait pas un pompier par un bureaucrate sans emploi pour éteindre un feu. En revanche, on n'hésite pas à remplacer un professeur par une personne absolument pas formée !





L'école n'est pas une garderie, mais un lieu d'enseignement. Nous ne voulons pas voir le droit à la classe se transformer en droit à l'accueil.

### Et qu'en est-il de l'encadrement ?

Justement, la dernière nouveauté de cette rentrée 2009, c'est ce virus qui vole au-dessus de nos têtes. Prenez l'exemple de la grippe A, le H1N1, là encore, on en parle, en oubliant la prévention. Le ministère ne peut pas en parler puisqu'il n'y a quasiment plus de médecins dans les écoles. Si cet épisode pouvait seulement nous aider à réévaluer les besoins de la médecine scolaire ! L'école doit être un lieu de protection et d'amélioration de la santé publique, et nous sommes de plus en plus

loin du compte. Il en est de même lorsqu'on se penche sur le cas des infirmières et des assistantes sociales. Elles sont tellement peu nombreuses qu'on se demande si on en maintient un minimum juste pour dire qu'elles existent !

“

**Et si demain  
il n'y a plus d'adultes dans les écoles,  
on se plaindra de la hausse  
du phénomène d'insécurité ?**

”

Quant aux postes de surveillants, ce sont là encore plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui ont été purement et simplement supprimés. Et si demain il n'y a plus d'adultes dans les écoles, on se plaindra de la hausse du phénomène d'insécurité ? L'administration même des établissements est elle aussi largement touchée. Et nous ne

sommes pas les seuls à être inquiets. L'Assemblée des départements de France a, elle aussi, exprimé ses craintes sur ces sujets. Nous n'avons pas le taux d'encadrement nécessaire, alors que les situations compliquées des adolescents, elles, ne diminuent pas ! La charge sociale que tout cela implique risque d'être lourde par la suite.

### Les élèves vont-ils sentir ces bouleversements ?

Cela dépendra de l'âge des enfants. Le premier choc est certainement la disparition progressive de la carte scolaire. La suppression de la sectorisation génère autant de mouvements qualitatifs que quantitatifs. Je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut toucher à rien, mais le pouvoir en place ne s'est pas donné les moyens de faire un premier bilan - il serait pourtant temps - de ce bouleversement.

Encore une fois, dans un premier temps, les élèves ne souffriront pas des suppressions de postes. Mais le problème se posera dès que les écoles auront besoin de remplaçants. Selon l'inspection nationale, un élève perd en moyenne un an dans toute sa scolarité à cause de l'incapa-





cité à remplacer les enseignants absents. C'est énorme !

Mais les premiers touchés par ce manque d'ambition gouvernementale seront les deux bouts de la chaîne. Les plus jeunes d'abord. L'accueil des enfants de moins de 3 ans se fait de plus en plus rare. Un problème qui a de lourdes conséquences sociales dans les quartiers les plus en difficulté.

En revanche, un aspect positif de cette rentrée doit être souligné : la tentative de revenir aux 4 journées et demie dans le primaire. Des essais dans certains quartiers, à Grenoble à Angers ou dans toute la ville de Toulouse, demandent à faire leurs preuves. L'idée de faire cours le mercredi matin est une solution d'ailleurs largement approuvée par les Français et par les parents d'élèves puisque les deux tiers d'entre eux y sont favorables. Ils sont en effet conscients que la réforme Darcos sur la suppression des cours du samedi matin a conduit à l'alourdissement des journées, les plus longues d'Europe pour nos jeunes élèves. Six heures de cours par jour, c'est beaucoup trop, surtout pour ceux qui en plus, suivent les heures d'aide individuelle.

### Qu'en est-il de l'enseignement professionnel ?

C'est justement l'autre bout de la chaîne. Il y a un réel problème dans l'accès aux lycées professionnels. Les places, là aussi, se font rares et nom-

breux sont ceux qui n'ont pas trouvé de place dans la branche qu'ils avaient choisie à la fin de la troisième. Ces jeunes doivent donc se réorienter ou choisir de redoubler en filière générale.

### Certains départements s'engagent pour adoucir le quotidien des jeunes collégiens...

Les pouvoirs prennent conscience d'un certain nombre d'aberrations, comme le poids impressionnant des cartables. Est-ce normal de continuer de faire porter à des enfants de 12 ans des sacs de plus de 8 kilos en moyenne, lorsqu'on sait que les douleurs dorsales coûtent près d'un milliard et demi d'euros à la Sécurité sociale chaque année ? Heureusement, des conseils généraux comme celui de l'Ain, agissent et sont dans la bonne voie.

### Quels seront les principaux combats de la FCPE ces prochains mois ?

Nos deux grandes priorités seront le quotidien des élèves ainsi que la promotion d'une réelle réforme de notre système pédagogique, pour une véritable rénovation de nos pratiques. Sur le redoublement par exemple - nous savons qu'il est inutile -, sur le travail à la maison qui creuse les inégalités scolaires. Puis une discussion à bâtons rompus sur le bac. Tout un programme !

**Propos recueillis par  
Ariane Vincent**

## L'école sacrifiée, chiffres à l'appui

- **13 500** enseignants et personnels de l'éducation n'ont pas été remplacés pour la rentrée 2009. En 2008, l'école publique avait déjà eu à subir **11 000** suppressions de postes. Et la saignée continue : le gouvernement prévoit d'en supprimer **16 000** de plus en 2010. Entre 2007 et 2010, plus de **49 000** postes auront été supprimés (6 % des effectifs), plus de **60 000** depuis 2003.

Les conséquences sont désastreuses : les fermetures de classes sont nombreuses, les remplacements ne sont pas tous assurés, la formation continue des enseignants n'existe plus.

- **1 370** médecins titulaires pour 12 millions d'élèves. Un manque criant pour la santé des enfants, surtout quand le gouvernement dit faire de la grippe A une priorité !

- Diminution du nombre d'auxiliaires de vie scolaire (AVS). Ces personnels sont pourtant essentiels pour accueillir dans les meilleures conditions les enfants handicapés.

- Suppression des Rased. Personnels spécialisés auprès des enfants en difficulté scolaire et sociale.

- Non revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire alors que la crise touche les familles les plus fragilisées.

- Les élèves du primaire ont les plus longues journées d'Europe après l'instauration sans concertation de la semaine à 4 jours.

# “Résister par le biais de la désobéissance,”

**Parce qu'il a refusé d'appliquer le fichier base élèves, dénoncé par l'ONU en juin dernier, Bastien Cazals (1) enseignant en école maternelle, vient d'apprendre qu'il était démis de sa fonction de directeur.**

**Pour lui, la politique éducative de la droite, faite au nom de choix budgétaires, est contraire à l'intérêt de l'enfant.**



**Bastien Cazals, renvoyé de son poste de directeur d'école pour cause de «désobéissance».**

d'exposer les motifs de son mécontentement dans un livre intitulé *Je suis prof et je désobéis*. Il y dresse un constat alarmant sur la dégradation de l'école publique et le délaissement des élèves. « L'école souffre des mêmes maux que notre société : le délitement des libertés individuelles et collectives, l'abandon des valeurs humanistes, l'inégalité des chances. J'ai le sentiment désagréable que, dorénavant, sa mission se réduit à préparer un individu sélectionné, formaté, fiché dès sa plus tendre enfance », écrit-il.

Malheureusement, en cette rentrée 2009, il est loin d'être rassuré. « Après avoir réduit au maximum les personnels dans les administrations scolaires, les personnels assistants ou spécialisés, le gouvernement s'attaque aux écoles maternelles et aux professeurs en général. C'est une logique budgétaire dont les conséquences sont désastreuses, pas seulement en termes de taux d'encadrement mais aussi en termes de

Bastien Cazals est entré en résistance face à une politique éducative qu'il juge « dramatique ». Tout com-

mence le 25 novembre 2008 par une lettre envoyée au président de la République restée sans réponse. Il choisit alors

qualité du service. Des pans entiers de la population enfantine sont délaissés. Les enfants handicapés ne sont plus accueillis dans des structures spécialisées et médicalisées car le nombre de places est toujours réduit face aux suppressions de personnel », déplore-t-il. Dans son école à côté de Montpellier, à Saint-Jean-de-Védas, il a déjà constaté les dégâts. Suppression d'une classe en 2006, remplacements chaotiques des enseignants, arrêt des visites médicales pour les élèves en grande section... Alors, en 2008, il a d'abord songé à quitter la profession. « Mais je suis resté, car être aux côtés des enfants tous les jours m'apporte énormément. Et j'ai trouvé les moyens de contester et de résister par le biais de la désobéissance », confie-t-il.

### Des textes contraires à l'intérêt de l'enfant

« De nombreux enseignants ont décidé en conscience de ne pas respecter certains

textes de loi, en se référant à des principes supérieurs inscrits dans la Constitution, la déclaration des droits de l'homme ou la convention internationale des droits de l'enfant. En général, ces circulaires et décrets ne vont pas directement à leur rencontre, mais accumulés ils sont contraires à l'intérêt de l'enfant. Nous avons, par exemple, refusé d'appliquer le fichier base élèves, légalisé et généralisé en octobre 2008. Les enfants rentrent dans ce fichier dès l'âge de trois ans. Ça les suit pendant 35 ans. Les parents ne peuvent pas contester et, le plus souvent, ne sont même pas informés par les personnels qui y inscrivent des éléments. On ne sait pas si son utilisation servira à évaluer l'absentéisme scolaire, à mieux déterminer l'enfance en danger... Ce maillage opaque laisse entrevoir l'idée qu'un jour, on en vienne à un contrôle social généralisé aberrant. D'autant que ce fichier base élèves est apparu

fin 2004, juste après le rapport de l'Inserm préconisant le dépistage de la délinquance dès trois ans. Ça n'a rien à faire à l'école. D'ailleurs le rapport du 12 juin de l'ONU reprend tous ces points en demandant à l'État français de faire la lumière sur les réels objectifs du dispositif. » Le combat de Bastien Cazals et de ses collègues n'a donc pas l'assentiment du pouvoir. Pour preuve, le courrier reçu il y a quelques jours par cet enseignant « désobéisseur » lui signifiant son renvoi de la fonction de directeur d'école qu'il assumait également. « Je ne sais même pas qui va me remplacer en cette rentrée. On justifie cette décision par le refus de respecter un arrêté pourtant pointé du doigt par l'ONU ! »

**Fanny Costes**

(1) *Je suis prof et je désobéis*, Bastien Cazals, Editions Indigène, 2009, 3 euros.

## Les étudiants ne sont pas épargnés

**L**es universités aussi font leur rentrée. Malgré un discours ambitieux, la droite au pouvoir n'a rien fait en faveur de l'amélioration des conditions de vie étudiante. Cette année, le coût de la rentrée universitaire augmentera de près de 3% par rapport à 2008, selon les indicateurs de l'Observatoire de la vie étudiante. Ainsi, le budget mensuel moyen d'un étudiant en Île-de-France est estimé à près de 1 200 euros et à 983 euros en province, sans compter les frais liés à l'inscription et à l'installation. Le logement représente près de 50% de ce coût. « La rentrée et ses conséquences financières sont devenues au fil du temps un élément de sélection sociale touchant la grande majorité des familles, accusent les socialistes qui déplorent le manque d'ambition du gouvernement en matière de logement étudiant et le caractère virtuel de ses effets d'annonce ». Le PS demande « la revalorisation rapide du montant des bourses et des aides au logement et la mise en place de l'allocation d'autonomie pour les jeunes ».



# Les mauvais points du gouvernement

**Sous Sarkozy, les ministres de l'Éducation passent et les rentrées se ressemblent tristement. Alors que 16 000 nouvelles suppressions de postes sont déjà prévues pour 2010, le projet éducatif porté par Luc Chatel inquiète les syndicats de l'enseignement : Quelle réforme du lycée ? Quels remplacements face à la diminution constante du nombre de professeurs ? Tous appellent à la vigilance.**

12

**X**avier Darcos est parti. « Ouf », soufflent les syndicats de l'enseignement, résolument exaspérés par l'ancien ministre de l'Éducation. Mais l'arrivée de Luc Chatel ne rassure pas pour autant. Il assume ouvertement les suppressions de postes actées en 2009 ainsi que celles prévues pour 2010. 16 000 postes ne seraient pas remplacés l'année prochaine alors que la France connaît un indéniable rebond démographique. Secrétaire général du SGEN-CFDT, Thierry Cadart appelle à l'arrêt de ce « rouleau compresseur ». Pourtant le nouveau ministre assure que « la rentrée va se faire avec un taux d'encadrement constant ». Mensonge, estiment les organisations de l'Éducation. « Les marges de souplesse sont connues : augmentation des effectifs des classes, moindre scolarisation des enfants de deux ans, réduction des options propo-

sées par les lycées et collèges », déplore Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU. Et le danger de ces manipulations est réel pour les élèves, explique Frédérique Rollet, secrétaire générale du Snes-FSU : « De plus en plus, des remplaçants sont affectés sur des postes à l'année. Ils ne seront pas assez nombreux pour prendre la relève des enseignants malades, ce qui est inquiétant avec la perspective de la grippe cet hiver. »

## Opération cosmétique

La fameuse agence nationale de remplacement évoquée par le nouveau ministre ne convainc pas. Car pour l'« alimenter », il faudra rogner sur les postes d'enseignants détachés dans les bibliothèques ou les musées. « Leur suppression rend l'école moins riche, moins ouverte », estime Guy Barbier, secrétaire national du SE-UNSA.

Autres motifs d'inquiétude, les réformes envisagées par la droite au pouvoir. Dès la fin août, Luc Chatel a publié le décret sur la masterisation des concours d'enseignants. Et il s'est empressé de remettre le dossier de la réforme du lycée sur la table. Le SE-UNSA redoute une simple « opération cosmétique ». Son secrétaire général, Christian Chevalier souligne que « l'annonce de Luc Chatel d'une réforme opérationnelle en septembre 2010 obère déjà la réussite du projet ».

Si aucune grève ou action de contestation n'est prévue dans l'immédiat, tous les syndicats affichent un visage combatif. Luc Chatel est attendu au tournant.

**Fanny Costes**

# « Remettre l'élève au cœur du système scolaire »

**Bruno Julliard, secrétaire national à l'Éducation, revient sur la politique désastreuse de la droite en matière d'éducation et développe les propositions socialistes.**

## ***L'impression qui domine cette rentrée est qu'on cherche à sacrifier l'école publique. Qu'en est-il ?***

Nous avons une rentrée dégradée. En raison des suppressions de postes, on nous en annonce déjà 16 000 en 2010. C'est autant de personnel en moins devant les élèves, mais aussi des infirmières et des médecins scolaires, situation irresponsable en période de grippe A. Ces suppressions répondraient à la démographie. Faux, on compte 14 000 élèves en plus cette année ! Si on ajoute les nouveaux programmes et la semaine de quatre jours en primaire, la suppression de la carte scolaire, la disparition des Rased et la réforme de la formation des enseignants, on obtient un ensemble de réformes qui sont des régressions catastrophiques pour l'école publique.

## ***Comment inverser cette tendance ?***

Il faut un retour à la confiance. C'est pourquoi nous demandons un mora-

toire sur les suppressions de postes ainsi qu'un plan pluriannuel pour évaluer les besoins en affectations. On doit octroyer de nouveaux moyens à l'école. C'est un préalable pour qu'elle puisse fonctionner. Car avant de commencer les réformes, l'école doit d'abord avoir les moyens d'assurer correctement ses missions éducatives.

## ***Que proposez-vous pour lutter contre les inégalités scolaires ?***

Nous réclamons un plan d'action qui passe par un renforcement du dispositif ZEP et par la baisse du nombre d'élèves par classe quand il y a des difficultés. Nous souhaitons promouvoir les expériences pédagogiques innovantes comme le soutien individualisé, l'aide des conseillers d'orientation et des assistantes sociales. Pour remettre l'élève au cœur du système scolaire, il faut associer l'ensemble de la communauté éducative à la réussite de tous.



## ***Comment réformer la formation d'enseignant ?***

Je suis en faveur d'un concours plus tôt et d'une formation professionnelle plus longue, sur deux ans. Je suis favorable aux stages en alternance des cours à l'IUFM. Les IUFM sont un outil essentiel dans l'apprentissage du métier d'enseignant, les supprimer serait une catastrophe. Il est possible de les intégrer à l'université. Pour revaloriser la profession, il faut augmenter les salaires, développer la formation continue, modifier les modalités de nomination des nouveaux professeurs. Il faut également travailler sur la mobilité et l'évolution de carrière. Je comprends qu'après plus de dix ans devant les élèves, certains soient fatigués et aient envie d'évoluer.

**Propos recueillis par  
Stéphanie Platat**

**Vendredi 28 Août**



**14h : Séance d'ouverture**

**P**lus de 3 000 personnes venues de toute la France se pressent sur l'esplanade de l'Encan. Militants, chercheurs, syndicalistes, membres des autres partis de gauche, tous ont répondu présent à l'Université d'été du PS, ce rendez-vous « traditionnel, mais quelque peu différent cette année », selon les dires d'Emmanuel Maurel, secrétaire national aux universités permanentes et d'été, lors de la séance d'ouverture. Avec 30 ateliers et 6 séances plénières, ce week-end de débats s'inscrit bien dans la lignée des éditions précédentes, mais La Rochelle 2009 affiche aussi des innovations comme le Festival du film politique. Pour une atmosphère studieuse et conviviale. Pour Emmanuel Maurel, la ligne s'impose : « les Français ne nous pardonneraient pas que nous nous regardions le nombril pendant trois jours. Cette université d'été doit être tournée vers les Français et vers la gauche », prévient-il avant de laisser la parole à Ségolène Royal, venue ouvrir ces festivités qui se déroulent au cœur de la région Poitou-Charentes qu'elle dirige depuis 2004. Elle tient à mettre en avant les réalisations concrètes de sa région, « démonstrations de la politique par la preuve » : « Ici on ne se contente pas d'inventer le futur, on est déjà dans le futur », assure-t-elle. Deux véhicules électriques fabriqués par Heuliez, l'entreprise récemment sauvée par la région Poitou, sont exposés sur l'esplanade de l'Encan, pour souligner son propos.





## 14H 15 : Discours d'ouverture de Martine Aubry

« Construire la France que nous aimons »

**J**e suis heureuse de vous retrouver ici à la Rochelle pour l'Université d'été de notre Parti.

Nous tous ici nous partageons la même volonté : faire de nos rencontres de La Rochelle trois jours utiles pour les Français.

Utiles pour affronter la crise qui, quoi qu'en dise le gouvernement, est loin d'être finie. Nous leur devons à tous une indignation contre la politique actuelle, mais surtout des propositions pour une vie meilleure en demandant au président de la République d'agir enfin.

Un Parti socialiste utile aux Français, c'est aussi un PS capable de proposer un autre projet de société. Ce projet doit tout à la fois être imaginaire et crédible, original et solide, inventif et réaliste. Le travail a bien commencé, et La Rochelle en sera le premier temps fort collectif.

C'est dans cet esprit que nous avons conçu cette Université d'été.

Je n'ai pas souhaité m'exprimer avant la séquence de la Rochelle parce que c'est ici, au milieu de vous, que je souhaite le faire. C'est une marque de respect pour la démocratie interne d'un grand parti comme le nôtre,

facelly/SIPA



pour les militants, les élus qui consacrent une grande partie de leur temps, de leur vie à se battre pour changer la vie des Français.

Alors oui, notre grand Parti, il faut qu'il bouge. La rénovation est une exigence de démocratie. Il est temps maintenant de passer des discours aux décisions et aux actes.

Je le dis avec force, la rénovation de notre Parti ne peut à elle seule convaincre les Français de nous refaire confiance. Retrouver nos valeurs en refondant nos idées et en rénovant notre Parti, voilà ce qu'il faut mener de pair. C'est pour lancer

simultanément ces deux chantiers que j'ai souhaité m'exprimer ici à la Rochelle.

Laissez-moi vous parler de rénovation. On dit ce terme éculé. Il l'est quand on en parle et ne la fait pas. Il devient exaltant lorsqu'il est porté par tout un Parti, fort de son histoire, de ses valeurs et ouvert à la société.

Alors oui, cette fois-ci, cette rénovation, nous allons la faire. De A à Z – ou plutôt de C comme cumul à P comme primaires !

Aujourd'hui, je ne fais pas de grandes promesses. Je propose des décisions, une démarche et un calendrier.

Je vous propose de tenir une

Convention nationale extraordinaire de modification de nos statuts avant l'été 2010. J'ai entendu beaucoup de positions, souvent convergentes, parfois contradictoires, sur ce qu'il fallait faire ou ne pas faire. Il s'agit de l'avenir de notre Parti. C'est donc aux militants de trancher. Alors je souhaite leur donner la parole, vous donner la parole.

J'ai décidé d'organiser une consultation militante le 1<sup>er</sup> octobre pour que les militants nous fixent le cap. Ces orientations choisies, le travail s'engagera pour fixer les modalités concrètes et les modifications statutaires qui devront être votées avant l'été.

- Tout d'abord, le non-cumul des mandats. Nous savons que c'est une condition du renouvellement des générations et de l'ouverture de notre Parti vers la société. Je souhaite que nos statuts avancent radicalement dans le non-cumul des mandats, que nous appliquerons au lendemain de notre Convention extraordinaire statutaire de l'été 2010.

- En second lieu, les primaires ouvertes. Les primaires doivent être une opportunité pour nous, pas un problème entre nous. Sur ce sujet comme sur d'autres, il faut travailler dans la sérénité et le sérieux. Nous sou-

haitons qu'elles permettent d'agréger autour de nous toutes celles et ceux qui veulent nous aider à construire un autre projet de société, et qui se mobiliseront ensuite pour la changer avec nous. Nous voulons finalement accueillir tous ceux que l'on pourrait appeler les « activistes » du projet alternatif au système libéral. Et le Tour de France que nous allons engager dans quelques jours pourra en constituer le premier socle. Ce lien entre les primaires ouvertes et la préparation du projet est essentiel.

Doit-on, comme je l'entends défendre par certains, décider qu'il s'agira du candidat de toute la gauche ? Il est sans doute nécessaire d'en discuter avec les autres Partis. Mais je crois que cette décision relève d'une analyse commune et non pas de notre seule vision des choses. Nous disons que nous ne voulons pas être hégémoniques.

Prouvons-le ! Nous aurons à en discuter avec nos partenaires et nous devons le décider ensemble.

- Troisième champ de la consultation militante, la parité, la diversité et le renouvellement

générationnel. Un Parti fort est un Parti qui ressemble à la société qu'il représente. Il est grand temps tout d'abord d'inscrire dans nos statuts la parité intégrale dans toutes nos instances. Au-delà, je souhaite que soient créées les conditions d'assurer la diversité en notre sein, au sens le plus large du terme. Il s'agit aussi – c'est pour moi un devoir historique – de préparer aujourd'hui une nouvelle génération à exercer demain les responsabilités.

- Nous avons également à trancher plusieurs réformes statutaires visant à mieux articuler le choix de nos orientations et de nos dirigeants politiques, à faciliter les adhésions et à favoriser des modalités de vote fiables.

Un Parti plus ouvert sur la société, renouvelé et forgé à

l'image de la société, plus démocratique et plus efficace dans le fonctionnement de

ses instances, et doté de règles d'éthique partagées et appliquées : voilà ce que je propose ; voilà ce que trancheront les militants par leur vote le 1<sup>er</sup> octobre.

Un Parti renouvelé, mais aussi un

“ **La rénovation est une exigence de démocratie.** ”



Parti fer de lance du rassemblement de la gauche. Voilà pourquoi j'ai appelé de mes vœux une maison commune de la gauche. Ce terme laisse ouvert tous les chemins que nous voudrions emprunter ensemble.

Mais avec nos partenaires, nous devons d'abord nous engager sur le projet, sur nos priorités communes avant de parler stratégie électorale.

Mais pour que la maison commune fonctionne, afin de créer ce que j'appellerais la gauche solidaire, il faut respecter trois règles d'or.

La première, c'est la clarté, et la clarté c'est le projet. C'est pour amorcer concrètement ce travail, que nous avons invité nos partenaires de gauche à tous nos ateliers. J'ai par ailleurs proposé deux journées à nos partenaires, que nous pourrions préparer ensemble, l'une sur l'emploi dans ce contexte de rentrée sociale très difficile et l'autre en vue de préparer ensemble nos propositions environnementales pour Copenhague.

La deuxième règle d'or, c'est la conjugaison du droit à l'identité et du devoir de solidarité. En

d'autres termes, c'est le respect de chacun. Ce respect, nous devons nous l'appliquer à nous-mêmes et le demander à nos partenaires, dans la préparation de notre projet comme dans la conduite de nos campagnes électorales.

La troisième règle d'or, c'est l'acceptation du pluralisme qu'à très bien défini l'ancien maire de Venise, Massimo Cacciari :

« Le pluralisme serait un malheur si chacune de ses composantes n'avait pas une hospitalité pour chacune des autres ». C'est l'état d'esprit que je nous recom-

mande pour nous engager, avec la force de ce que nous sommes, dans la construction de cette maison commune. Nous avons une responsabilité historique. Faire que la gauche revienne au pouvoir en 2012. Non pas pour nous. Mais pour les Français. Pour engager la France dans l'après-crise. Pour construire la France que nous aimons ! Voilà le véritable message de La Rochelle 2009.

Il nous reste moins de 1000 jours pour réussir. Alors soyons nous-mêmes, soyons fiers de l'être.

**“ Il est temps maintenant de passer des discours aux décisions et aux actes. ”**

## Les dates clés

### 12 SEPTEMBRE :

Conseil national chargé d'adopter la proposition de questionnaire militant

### 1<sup>ER</sup> OCTOBRE : vote militant

Après les élections régionales, à l'été 2010 une convention nationale sur la rénovation sera organisée et proposera les modifications statutaires en fonction des résultats du questionnaires militants.





# 15h30 : Festival du film politique

Partis de Marchais (2007) de Yves Jeuland



**Clap d'ouverture du Festival du film politique avec *Partis de Marchais* (2007), documentaire sur l'une des plus grandes figures du Parti communiste, Georges Marchais. Entretien avec le réalisateur, Yves Jeuland.**

## ***Pourquoi avoir consacré un film à Georges Marchais ?***

J'avais déjà réalisé en 2004 un film sur les communistes en France, et j'avais été très frustré de ne pas pouvoir accorder plus de dix minutes à cet homme politique hors du commun. Quand on m'a proposé, deux ans après, de me pencher sur lui, je n'ai pas pu résister, même si je ne suis pas moi-même communiste. Il s'agit d'un personnage très important dans l'univers non seulement politique mais aussi médiatique. Cet homme a marqué son époque. Pourtant il a disparu de beaucoup de mémoires. Aujourd'hui, quand on parle à une personne de moins de trente ans de Georges Marchais, ça ne lui évoque rien du tout.

## ***Il incarne aussi une autre époque politique...***

Ce n'est pas seulement le portrait d'un homme en effet. C'est aussi le portrait d'une époque et d'une télévision. Celle des années 1970-1980. L'organisation de débats était courante. On laissait la place au contrechamp, aux regards. La manière de filmer était passionnante.

## ***Aujourd'hui, les débats politiques à la télé vous semblent moins riches ?***

Ils sont parfois un peu plus policés. Même si on a vu lors de la campagne européenne des moments de grande tension. Les états-majors des partis politiques ont trop tendance à vouloir tout organiser. Ça a commencé dès 1981 avec le débat présidentiel et le refus de filmer le contre-champ. Or, ce qui m'intéresse, c'est de voir le personnage dans sa globalité et le regard que les autres portent sur lui.





## 15H40 : Atelier n°4 L'internationalisme à l'heure de la crise du capitalisme mondialisé

Henri Weber député européen

### « Donner la priorité aux normes non-marchandes »



« Dans l'atelier que j'animais, de nombreuses propositions ont été avancées pour maîtriser la mondialisation et substituer le juste échange au libre-échange. Parmi celles-ci, je retiendrai celle qui vise à faire adopter par les institutions internationales des normes non-marchandes, exprimant des préférences collectives, et opposables aux normes du libre-échange : normes sanitaires, sociales, environnementales, culturelles. Il faut inverser la hiérarchie des normes, subordonner les exigences du libre commerce au respect des droits à la santé, à un environnement non pollué, aux droits élémentaires des travailleurs, et à l'identité et à la diversité culturelle. »



## 15H50 : Plénière 1 La situation de la social-démocratie en Europe

Paulina Lampsa secrétaire aux relations internationales  
du Parti socialiste grec (PASOK)



### « Au plus près de notre monde »

« Les universités d'été du PS sont cette année intéressantes à plusieurs titres. Elles permettent de mettre en contact toujours plus de représentants de la société civile, des chercheurs, des syndicalistes, avec les responsables politiques. C'est une richesse en cette période de crise que de multiplier ces échanges pour être au plus près de l'évolution de notre monde. La social-démocratie européenne a besoin de se relever et c'est grâce à ce type d'initiatives que nous serons prêts pour les prochaines échéances électorales. »



## Ségolène Royal

«Bâtir une société de confiance»

Il y a quelques  
« enseignements à tirer de l'exercice d'un magnifique mandat local comme le mien. C'est d'abord de bâtir une société de confiance avec des engagements réciproques. (...)



Oui, il est possible de remettre en cause des dépenses courageusement. Il faut s'affronter à un certain nombre de lobbies. Oui, il est possible de faire des engagements et des dépenses nouvelles sans augmenter les impôts. Oui, la gauche doit relever la tête et se dire que nous sommes d'excellents gestionnaires dans toutes nos collectivités et dans toutes nos régions. Et c'est si vrai, qu'à un moment où l'État parle de plan de relance, où trouve-t-il l'argent ? Pour financer la ligne grande vitesse, il vient prendre aux régions 100 millions d'euros. Presque toutes sont socialistes, et ce n'est pas un hasard si l'État vient se renflouer dans nos caisses parce que les siennes sont vides ! Alors pendant les régionales, il ne faudra pas se laisser faire. Il faudra bien dire la vérité. Il faudra bien mettre en valeur les missions accomplies, la qualité de la gestion et surtout mettre tout cela parfaitement en comparaison avec la façon dont, aujourd'hui, l'État est géré. »



## CooPol

le réseau socialiste

Le 28 août à La Rochelle, Martine Aubry a annoncé le lancement de la CooPol, le réseau Internet des socialistes. Bien plus qu'un réseau social ou qu'un site Internet, cette « Coopérative Politique » sera, dès octobre, un véritable outil d'organisation de l'activité militante et des débats. La CooPol constituera un réseau de partage d'outils et d'informations. Il sera par exemple plus simple pour les fédérations et les sections de créer et de gérer les invitations à des événements, ou de créer et d'envoyer des lettres d'information électroniques. D'abord ouverte aux adhérents, la CooPol facilitera les échanges au sein du Parti, grâce à de nombreux outils collaboratifs. Il sera possible de créer des groupes, des espaces de discussion et de partager articles, vidéos et arguments, de publier et de réagir. Dans un second temps, la CooPol s'ouvrira à tous les sympathisants qui veulent agir à nos côtés. Grâce à ses fonctions de réseau social, elle améliorera les échanges entre le parti, ses militants et ses activistes, pour organiser l'action de terrain. Avec la CooPol, le PS fait le choix de mettre les outils offerts par les nouvelles technologies au cœur de son organisation. C'est un changement profond qui s'annonce pour notre fonctionnement, vers plus d'ouverture et d'efficacité. La rénovation en actes.



## 15H55 : Atelier n°2 Les nouveaux masques de la droite européenne

**Evelyn Gebhardt députée européenne allemande (SPD)**

### « Bâtir ensemble un projet commun »

« Je suis une socialiste européenne convaincue et nous ne pouvons réussir à faire évoluer la société sans bâtir ensemble un projet commun. Nous devons donc multiplier les rencontres, comme ici à La Rochelle. L'Europe doit devenir citoyenne grâce à une politique socialiste européenne au plus près des problèmes des gens. Aujourd'hui, nous devons aussi savoir décrypter les mécanismes de la droite qui reste majoritaire au Parlement européen. Et nous devons nous en donner les moyens. »



## 16H20 : Atelier n°8 Atelier de la rénovation : le Laboratoire des idées et les laboratoires fédéraux

**Lucile Schmid, vice-présidente du Laboratoire des idées**

### « Développer un lien avec les laboratoires fédéraux »



« Il y a eu cet après-midi une réelle demande d'idées. Les valeurs doivent désormais s'organiser dans un vrai système et être articulées concrètement. Pour cela, il faut trouver les bons mots, pas des slogans vides de sens, mais des mots qui appelleraient un passage à l'acte. Que l'on puisse voir le lien avec le politique. Il serait intéressant également de développer dans les territoires un lien avec les laboratoires fédéraux. Il est important que cette démarche soit accessible à tous. »





## 17H25 : Festival du film politique

### Conférence de Denis Bertrand sur le décryptage de l'image



#### Entre les signes

« Une conférence avec un sémioticien ? D'accord, mais c'est quoi ? » Quelques minutes avant le début de la conférence du sémioticien Denis Bertrand, les questions fusent chez les militants rassemblés devant la salle de conférence du Musée Maritime. L'expert en signes donne aussitôt la réponse : « Ce qu'on cherche dans la sémiologie, c'est observer le sens que l'on donne à la gestuelle, au langage, à l'attitude des gens. Pour faire simple, on cherche à comprendre comment on comprend. » Une grille de lecture efficace pour décoder les faits et gestes des politiques : Nicolas Sarkozy, Daniel Cohn-Bendit, Barack Obama, tous tentent de maîtriser leur apparence pour la faire coller à leur message, mais peu sont infaillibles. Stylo qui tombe en plein discours pour Nicolas Sarkozy, esquivé sportive d'un lancer de chaussure par George W. Bush, tous ces moments qui échappent à une communication ultra-cadrée dévoilent pour quelques secondes, une part de la véritable nature de ces hommes.



## 18H10 : Atelier n°10

### Des nouvelles pratiques militantes aux primaires : quels outils pour les socialistes de demain

**Arnaud Montebourg, député et secrétaire national à la rénovation**

#### « Une véritable révolution politique se prépare »



#### *Quels enseignements tirez-vous de l'atelier consacré aux nouvelles pratiques militantes et aux primaires ?*

Un grand enthousiasme, une ferveur et beaucoup de curiosité. Les outils sont désormais sur la table et il nous faut en discuter avec les militants. À présent, le débat doit se tenir au sein des conseils fédéraux. Je suis d'ailleurs prêt à entamer une tournée dans les fédérations pour discuter avec élus et militants. C'est une véritable révolution politique qui se prépare.

#### *En quoi les primaires permettront-elles d'associer les Français au projet ?*

Il ne faut pas opposer les primaires au projet. Les candidats porteront le projet, en l'incarnant. Ils rassembleront les autres candidats au fur et à mesure de la désignation. Les Français, les mouvements sociaux, les associations, les réseaux d'action devront s'emparer de la primaire, en intervenant et en soutenant leurs candidats.

a  
an  
qu'o  
ain





## 18H 15 : Plénière 2 – Médias et démocratie Patrick Bloche, député de Paris

### « Faire revivre le pluralisme »



« Dans un certain nombre de territoires, on assiste à un véritable monopole de la presse quotidienne régionale. Le pluralisme de l'information n'est donc plus assuré. L'idée serait de créer le cadre législatif et fiscal qui puisse permettre à ce pluralisme de revivre. Avec, comme support, la présence des nouveaux médias en ligne. »

## 18H30 : L'appel d'Edwy Plenel



Le journaliste dédicace son ouvrage *Combat pour une presse libre* (Mediapart) dans lequel il fustige « l'attaque du pouvoir sarkozyste contre la démocratie » au nom d'un bien commun fondé sur le pluralisme de l'information et l'indépendance des médias. Dans ce manifeste, le rédacteur en chef du site d'information Mediapart appelle à un mouvement de résistance contre le pouvoir et à la restauration d'une « culture démocratique » propre à « changer les choses » et à renouveler notre modèle démocratique.





**18435 : Eric Dupin, journaliste politique**

### « Des médias trop conformistes »



« Le PS, j'y ai appartenu pendant près de dix ans, dans les années 70, donc c'est une vieille histoire. Comme journaliste, je tiens à mon indépendance, mais je m'intéresse toujours à l'évolution du parti. Je viens donc à La Rochelle pour participer à un débat sur les médias et la démocratie, un sujet qui me préoccupe particulièrement car la situation des médias est assez catastrophique en France, et pas simplement du point de vue de la mainmise du pouvoir. Le plus inquiétant, c'est que les médias n'animent pas le débat démocratique, confinés dans un conformisme et une superficialité qui nuit à la politique. »



**18445 : MJS : Rencontre avec Martine Aubry**

### La Première secrétaire débat avec les militants du MJS

Une salve de questions. Lors de sa rencontre avec les jeunes socialistes, Martine Aubry a dû dégainer des réponses sur des thèmes variés et parfois sensibles. Comme « l'acharnement médiatique » dont le PS fait l'objet. « Nous savons que la majorité des groupes de presse sont détenus par des dirigeants proches du Président, il est donc important de travailler sur cette question car les médias sont indispensables dans une démocratie. » Autre sujet « chaud », la taxe carbone. « Nous devons utiliser tous les outils de l'écologie, mais il ne peut y avoir de réforme injuste socialement, a affirmé la Première secrétaire. Nous proposons un grand plan "Carbone zéro" pour financer 50 % des transports publics sans carbone car les plus défavorisés sont aussi ceux dont le temps de transport est le plus important. » Une réflexion qui sera au programme de la réunion du 16 septembre prochain, en amont du sommet de l'ONU sur le climat à Copenhague.



**Jean Bojko**  
Passeur de culture



Eclectique. Un adjectif qui va comme un gant à Jean Bojko. Avant de prendre la direction de la compagnie

« TêAtr'ÉPROUVÈTe » à Nevers, ce touche-à-tout a multiplié les expériences : barman en Australie, assistant chercheur en Nouvelle-Calédonie, professeur de lettres dans la Nièvre... Autant d'aventures et de « mises en danger » qui l'ont ouvert sur le monde et ont nourri sa créativité. Ce fils d'immigrés ukrainiens, dont les parents ont connu les camps de concentration avant de se réfugier en France, a toujours été attiré par le théâtre. Mais dans sa jeunesse, il ne songe pas à en faire son métier. « Ça ne se faisait pas ! », lance-t-il avec un sourire amusé. Puis viennent les années 70 et la rencontre avec le dramaturge Armand Gatti. « Il m'a fait réfléchir et j'ai compris qu'on pouvait inventer autre chose au théâtre. J'en faisais déjà un peu, essentiellement sur des idées politiques et sociales, mais j'étais gêné de faire des problèmes sociaux un spectacle. » D'où l'idée de créer un théâtre où les acteurs principaux jouent leur propre rôle et où quiconque peut monter sur scène. « On montre des choses qui interpellent les gens, qui bouleversent la notion de public et de lieu au théâtre », insiste Jean Bojko. Comme dans l'une de ses dernières créations, Les 80 ans de ma mère : des artistes s'associent à des personnes âgées pour développer des projets artistiques à domicile. Une façon de partager la culture avec ceux qui en sont souvent exclus. Et de montrer que la vieillesse est une richesse. Jean Bojko veut aller à contre-courant des idées dominantes et sortir des schémas préconçus. Loin de la culture formatée.



Samedi 29 Août



## 9405 : Plénière III - La crise, et après ?

**Agir pour la reprise,  
inventer un nouveau modèle**

**Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF**

« Se donner les moyens de sortir de la crise »



« Cette rentrée est marquée par des interventions, des effets de scène et d'estrade qui marquent une véritable rupture avec les politiques que nous défendons. Ceci vaut en particulier pour la taxe carbone qui pose clairement la question des inégalités, parce qu'elle est avantageuse pour les classes supérieures et injuste pour les catégories populaires. Il nous faut donc trouver des réponses au défi social, économique et environnemental qui se présente à nous. »

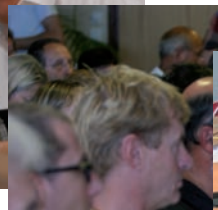
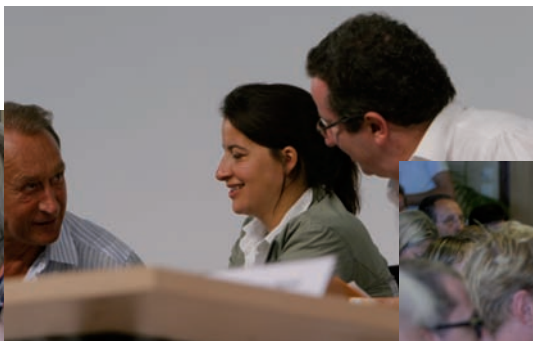
## 9435 : Jean-Michel Baylet,

**président du Parti radical de gauche (PRG)**

« Redonner tout son sens au concept d'humanisme »



« À partir d'aujourd'hui, notre combat consiste à redonner tout son sens au concept d'humanisme. C'est encore le meilleur moyen de nous rappeler pourquoi nous faisons de la politique. Forts de cette conviction, nous ne pouvons pas continuer à être Européens et à fermer les yeux sur la manière dont nous exportons en Chine, en Inde et dans d'autres pays. »





## IOH : Festival du film politique La Domination masculine de Patrick Jean



**Patric Jean, réalisateur belge, milite activement pour l'égalité hommes-femmes. Un combat politique au cœur de son documentaire, *La Domination masculine*.**

***Votre film pose la question de l'égalité hommes-femmes. Voulez-vous transmettre un message politique ?***

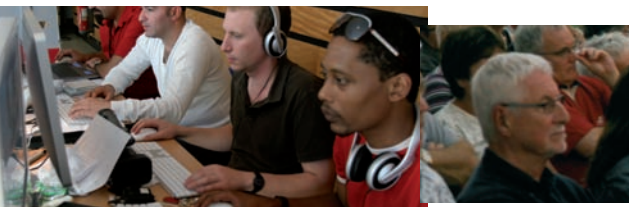
Oui si ce n'est que mon message politique va beaucoup plus loin puisque je prône l'abolition du genre. On ne pourra résoudre la question de la domination masculine qu'à partir du moment où les catégories masculin/féminin, tout à fait artificielles, inventées par toutes les sociétés à partir d'une erreur d'observation liée à la biologie, disparaîtront. Car les catégories aboutissent à la création d'une hiérarchie. Aujourd'hui malgré tout, le cloisonnement diminue et on évolue dès qu'une femme accède à un groupe habituellement réservé aux hommes. C'est ce qu'on appelle l'abolition du genre. C'est vers ça que l'on tend et qu'il est souhaitable de tendre.

***Mais est-ce possible ?***

Il faudra encore quelques générations, mais l'abolition des genres aura lieu. Bien entendu sur le plan biologique il y aura toujours des êtres humains dotés de testicules et d'autres d'ovaires, des être humains qui peuvent porter des enfants et d'autres qui ne peuvent pas. Mais la différence s'arrête là. Se baser sur cette différence biologique pour organiser des différences de places dans la société, c'est faire des choix artificiels qui peuvent être remis en question.

***Selon vous, les partis politiques agissent-ils assez en faveur de cette abolition du genre ?***

Non, car ils sont des caricatures du patriarcat. La situation évolue très lentement. Il suffit de regarder l'Assemblée nationale en France pour voir qu'il y a encore énormément de chemin à faire.



**Christian Paul**

**Président du Laboratoire des idées**



**« Répondre aux inquiétudes et aux rêves des Français »**

***L'avenir de la gauche passe-t-elle vraiment***

***par les primaires ?***

**Christian Paul :** Nous gagnerons la bataille politique si nous savons mener la bataille des idées. Mais il serait naïf d'oublier combien des institutions hyper présidentialisées nous mettent en demeure de désigner un(e) candidat(e) dotée d'une légitimité forte. En cela les primaires, conduites loyalement dans le cadre d'une véritable dynamique collective, sont une part du chemin à faire, pas un talisman.

***Quelles sont les orientations qui bâtiront le projet ?***

**C.P. :** Construit avec eux, il devra répondre aux inquiétudes, mais aussi aux rêves et utopies des Français. L'élaboration du projet ne se fera pas sans réinventer de nouveaux outils politiques correspondant aux aspirations démocratiques du siècle – le tour de France qui s'ouvre en est une première incarnation. Sur le fond, un défi : pour aller résolument vers une société du « mieux-être », assumer en même temps l'exigence sociale (bien vivre) avec l'urgence environnementale (survivre). Cela passe par la recherche d'une croissance plus sélective, écologique et solidaire. Un groupe « crises et après-crises » du Lab a d'ailleurs commencé à travailler sur cette question.

***Justement, dans ce processus, quelle place tiendra le laboratoire des idées que vous présidez ?***

**C.P. :** Le Lab a un rôle stimulant dans l'élaboration du projet de société que le PS proposera en 2012. En renouant les liens entre producteurs d'idées – intellectuels, chercheurs, artistes, innovateurs – et socialistes, le Lab se veut le défricheur de l'innovation sociale, l'aiguillon du débat idéologique interne, tout en contribuant à la participation du PS au débat public. Branché sur le meilleur de la recherche française et internationale, le Lab teste ses idées en les mettant en débat auprès des militants, notamment sur son site ([www.laboratoire-des-idees.fr](http://www.laboratoire-des-idees.fr)), lancé mi-septembre.





## 14h15 : Atelier 22 L'autorité républicaine en question

**Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère,  
secrétaire national du PS à la sécurité**

### « Imaginer une police des territoires »



« Une idée originale, certes peut-être difficile à réaliser, s'est dégagée de cet atelier : imaginer que la police devienne une police des territoires et non plus nécessairement une police nationale, gérée depuis Paris de manière identique dans tout le pays. Une police de territoire, c'est en fait l'idée de fusionner toutes les forces qui agissent pour la sécurité (police nationale, police privée, police municipale, gendarmerie) sous une autorité locale. Cet ensemble aurait l'intérêt de détenir le monopole dans le commandement et donc de ne pas laisser la sécurité aux mains du marché. Car la sécurité n'est pas un marché ! »



## 14h25 : Plénière V - Géopolitique de la crise Saskia Sassen, professeure à l'Université de Columbia (New York), spécialiste de philosophie, de sciences politiques et d'économie.

### « Réorienter l'État vers la justice sociale »



« Cette crise montre très clairement les limites du marché et des politiques économiques menées au cours des vingt dernières années. Il nous faut impérativement donner du contenu à cette crise, au profit d'une politique redistributive. Nous devons également lutter contre toutes les formes de concentration du pouvoir en apportant des réponses claires au défi écologique notamment. Nous sommes face à l'évolution du système libéral. Les États démocratiques ont perdu le pouvoir sous l'effet du néolibéralisme. Il s'agit donc de réorienter l'État vers la justice sociale, au profit d'un internationalisme étatique. Avec les socialistes ! »

## 14h35 : George Papandreou, président du Parti socialiste grec (PASOK) et de l'Internationale socialiste

### « Redonner goût à la politique et à la démocratie »



« Nos partis progressistes doivent tenir le cap, se baser sur des valeurs fortes, tout en étant ouverts sur la diversité de la société. Cela signifie être paritaire et donner toute leur place aux jeunes et aux minorités. Nous devons remettre la politique au cœur du débat et redonner envie aux citoyens de se mobiliser. Les primaires sont d'ailleurs un excellent moyen d'impliquer les citoyens et de les mobiliser ! Ainsi, nous réussirons à susciter l'espoir en démontrant que nous pouvons, ensemble, changer les choses. Nos partis socialistes existent pour émanciper les citoyens et redémocratiser la société contre un establishment bien installé. »





## 13H : Atelier 17 - Priorité aux services publics ! Razzy Hammadi, secrétaire national aux services publics

« Créer des services publics européens »



« L'ambition est de porter puis de créer des services publics européens dont les principes et les valeurs sont partageables par l'ensemble des citoyens de l'Union. À titre d'exemple, le tarif unique du timbre existe partout en Europe. Or ce qui est en train de se passer, c'est une remise en cause de ce tarif unique par des processus de privatisation à l'échelle nationale. Un service public européen postal doit être la nouvelle réponse partagée des socialistes européens face à la droite. Cette idée est applicable à l'énergie, aux transports, mais aussi dans le cadre d'un fonds d'investissement public européen. »



## 14H30 : Plénière VI - Penser l'avenir Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts

« Vivre mieux ne veut pas dire vivre sans limites »



« Si nous voulions faire adopter le mode de vie des habitants du Nord aux habitants du monde entier, il faudrait quatre ou cinq planètes et pour l'instant nous n'en avons qu'une. Nous devons en finir avec l'idée qu'il n'y a pas de limite. Il ne s'agit plus d'une simple question de partage. Il s'agit d'inventer un nouvel imaginaire politique. À nous d'inventer cette nouvelle frontière, à nous de ne plus croire aux fétiches que nous avons inventés pendant la révolution industrielle. Il faut en finir avec l'idée que mieux vivre voudrait dire vivre sans limites. Il existe des alternatives. Pour moi, c'est l'écologie politique. »

## 15H 15 : Jean-Pierre Chevènement, président du MRC

« Le capitalisme mondialisé n'est pas notre horizon »



« Pensons l'impensable : c'est-à-dire, pensons que le capitalisme mondialisé n'est pas notre horizon, que les marchés financiers ne bornent pas l'horizon de l'humanité. Ce ne sont pas eux qui vont à perpétuité organiser l'allocation des ressources ! Non, la réalité ce sont les peuples, ce sont les nations, c'est la démocratie ! C'est la priorité du politique ! Donc notre tâche, pour les années qui viennent, c'est d'introduire le politique dans cette logique qui n'est pas la nôtre. Et de faire en sorte qu'elle soit infléchie, et contrariée. »



## 15H30 : Projection Walter, retour en résistance



Avec *Walter, retour en résistance*, Gilles Perret signe un portrait engagé : celui de Walter Bassan, 82 ans, rescapé de Dachau qui vit aujourd'hui en Haute-Savoie et lutte sans relâche contre toutes les formes d'injustices. Une résistance au quotidien.

Projeté dans le cadre de l'université d'été du MJS, le film a suscité un riche débat entre les jeunes militants socialistes et le réalisateur. Le public a notamment voulu en savoir plus sur l'interdiction de ce documentaire dans certaines salles. Le film avait provoqué l'ire de Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, qui apparaît dans une séquence. « Certains ont tenté de décrédibiliser le film, répond Gilles Perret. Comme Bernard Accoyer qui a affirmé que mes méthodes étaient scandaleuses, qu'il y avait des ferments révolutionnaires et de haine dans le film. Il y a aussi eu des pressions sur des programmeurs de salles, menacés de voir leurs subventions supprimées s'ils diffusaient ce documentaire. »

Au cœur des échanges, également, le thème de la résistance moderne. « Je pense que la résistance est un état d'esprit et n'appartient pas à une époque propre de l'Histoire. Sommes-nous les résistants d'aujourd'hui ? C'est difficile à dire car c'est très différent. Mais les résistants d'hier nous poussent à agir. Il y a de nouvelles raisons de résister, notamment face au "fascisme économique". Il ne faut pas lâcher l'affaire », a conclu le réalisateur.

## 16H45 : Atelier 30 - Relever le défi de la recherche et de l'enseignement supérieur

**Bertrand Monthebert, secrétaire national du PS  
à l'enseignement supérieur et à la recherche**

### « Rassembler les filières de l'enseignement supérieur »



« Il faudrait rassembler toutes les filières de l'enseignement supérieur (écoles préparatoires, grandes écoles, BTS, universités...) dans des pôles territoriaux de coopération pour favoriser la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, privilégier la coopération au lieu de cette concurrence qui renforce les inégalités entre les filières. Il existe d'ores et déjà les Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) mais ils ne traitent que du niveau master et doctorat, et seulement dans les universités. »





## 17H05 : Atelier n°24 - Le nouvel âge écologique

**Laurence Rossignol, secrétaire nationale à l'environnement**

**« L'écologie, complément de l'humanisme »**



« Les socialistes sont déterminés à discuter avec l'ensemble des forces de gauche et de progrès pour définir un nouveau modèle de civilisation dans lequel l'écologie est le complément de l'humanisme. Il faut répondre à l'urgence climatique. Et ce, dans l'immédiat et non dans une lointaine perspective. Il n'y aura pas de projet d'avenir tant que les citoyens du monde ne seront pas assurés d'offrir un véritable futur à leurs enfants. »



## 17H20 : Atelier n°28 - Vers une société éducative

**Sibeth N'Diaye, secrétaire nationale en charge de la petite enfance**



**« Pour un service public de l'orientation »**

« Il faudrait créer un vrai service public de l'orientation. Nous ne voulons plus que l'orientation se fasse par la succession des échecs. Les élèves sont trop souvent orientés par défaut dans des filières. L'orientation doit se faire par la découverte d'aptitudes. Ce service public doit être là pour faciliter la prise de conscience des talents de chacun tout au long de son parcours scolaire. Faisons émerger les "petites pépites" de chacun. Elles permettront à un élève de choisir une formation faisant appel à toutes ses capacités et talents. »



## « Une charte pour défendre notre modèle républicain »



**Michel Vauzelle, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, revient sur la charte des services publics dont il est l'initiateur.**

**Pourquoi cette charte ?**

Le gouvernement démolit peu à peu l'expression de la volonté républicaine qui puise ses fondements dans la défense de l'égalité en matière de santé publique, d'éducation, de laïcité, de transports ou de services postaux... Or, la Révision générale des politiques publiques (RGPP), engagée par l'actuelle majorité, se solde par une réduction drastique du nombre de fonctionnaires et une atteinte aux services publics, en plus de la privatisation de l'État et de la marchandisation de la culture. Dans ces conditions, la gauche est résolue à défendre les idéaux qui fondent le corps même de nos institutions : droits de l'homme, libertés, égalité et solidarité.

**Quelles seront les modalités de mise en œuvre ?**

L'article 11 de la Constitution, adopté en 2008 par le Parlement, permet de lancer un référendum d'initiative populaire. Cette procédure permet à un groupe de citoyens d'obtenir, par pétition, l'organisation d'un vote au Parlement ou un référendum sur un projet de loi, une révision constitutionnelle, une demande d'abrogation de loi. Les Français pourront ainsi apporter leur quitus au projet, avant que le chef de l'État ne soumette à référendum la Charte des services publics. Près de 250 parlementaires ont d'ores et déjà signé la pétition, suivis par 400 000 citoyens. Il nous faut atteindre les 4 millions de signatures pour contraindre l'Élysée à plier.

**Quelles suites entendez-vous donner à cette initiative ?**

La campagne des régionales va nous permettre de diffuser assez largement cette pétition, à un moment où le Parlement européen et la Commission ont fixé le cap à droite. Il nous faudra nous livrer à un effort pédagogique sans précédent.







1740 : Festival du film politique

Penser la vitesse, film de Stéphane Paoli puis débat avec Paul Virilio



« La société doit retrouver un tempo »



Paul Virilio, suite à la projection du film que Stéphane Paoli lui a consacré en 2008, *Penser la vitesse*, a exposé son point de vue sur la transformation que l'accélération des événements induit sur notre société. L'instantanéité révèle une désynchronisation entre temps humains et temps cybernétiques. Pour Marylise Lebranchu, le politique est lui aussi pris dans cette tyrannie de l'instant qui prive le politique du recul nécessaire pour prendre le temps de penser une loi. Stéphane Paoli indique qu'aucun cerveau ne peut gérer l'économie en temps réel non plus. La planète est trop petite pour le progrès technique, elle est aussi trop petite pour le profit à court terme. La société doit retrouver un tempo. Pris par ce sentiment d'occupation, Paul Virilio invite à la résistance : être occupé, c'est être préoccupé de sa liberté. Il convient donc d'apprendre aux jeunes générations ce qu'est une société du contrôle. »





## 18H55 : Atelier n°26 La politique des âges

**Charlotte Brun, secrétaire nationale en charge des personnes âgées, handicap et dépendances**

### « Couvrir la perte d'autonomie des personnes âgées »



« Porter la nécessité d'une nouvelle solidarité intergénérationnelle qui donne une place à chaque âge, sans exclusion ni marginalisation. Par exemple, en défendant un nouveau droit de solidarité nationale couvrant la perte d'autonomie des personnes âgées. »



## 20H : Dîner festif



Samedi soir, près de 1800 personnes ont dîné ensemble au rythme de chants partisans et dans une bonne humeur communicative. Martine Aubry, au cœur de cette immense tablée, n'a pas boudé son plaisir. Le tour de table terminé, les tréteaux ont été démontés pour transformer la salle en piste de danse. Un beau moment pour des socialistes prêts à assurer une rentrée forte en militantisme et affronter une année placée sous le signe de la mobilisation.



## Dimanche 30 Août

**11H : Discours de clôture de Martine Aubry**

**« Face à la crise, des propositions socialistes solides, crédibles et disponibles »**

*Cet extrait de l'intervention de la Première secrétaire reprend les propositions qu'elle a formulées, au nom du Parti socialiste, pour faire face à la crise.*

**N**ous avons voulu que cette Université d'été soit utile à la France et aux Français. Je crois que nous avons réussi. Les Français doivent savoir qu'ils ont été au cœur des débats qui se sont déroulés, ici, à La Rochelle, pendant ces trois jours : pour apporter nos réponses à la crise, mais aussi pour préparer un projet de société et le rassemblement de la gauche.

Ce travail nous l'avons mené avec les syndicalistes, les associations et les ONG, les mouvements d'éducation populaire, avec des élus, des militants mais aussi avec les autres formations de la gauche.

J'ai aimé cette Université car elle a été à l'image de ce que notre Parti doit être : ouvert sur la société, ouvert sur la gauche, ouvert sur le monde.

La France est en pleine crise économique et sociale.

Une crise économique sans précédent depuis 1929, une explosion de la précarité et du chômage, un investissement qui baisse et une consommation en recul si l'on excepte l'achat d'automobiles.

Au-delà de notre contre-plan de relance, nous proposons des mesures d'urgence pour la consommation :

- Un remboursement de 200 euros de TVA pour les 16 millions de ménages modestes, non imposables. Le coût est de 3,2 milliards d'euros, qui se retrouveront ici immédiatement dans la croissance et l'emploi. C'est le même montant que la baisse de la TVA dans la restauration, dont on demande l'annulation, même dans les rangs de l'UMP. Faute d'avoir imposé des contreparties, les prix dans les cafés et restaurants n'ont baissé que de 1% !

- La rentrée s'annonce épouvantable pour les jeunes et leurs familles : nous demandons le maintien des allocations familiales pour les enfants majeurs de plus de 20 ans.

- Alors que la loi protège aujourd'hui les actionnaires et les créanciers face à des patrons peu scrupuleux ou mauvais gestionnaires, rien n'est prévu pour empêcher ce pillage d'entreprises françaises au détriment des salariés. Le Parti socialiste propose une procédure de mise sous tutelle de l'entreprise par le tribunal de grande instance sur saisine des salariés en amont des licenciements ; un administrateur judiciaire serait nommé pour gérer l'entreprise le temps nécessaire pour faire cesser des pratiques contraires aux intérêts de l'entreprise et de ses salariés.

- Nous proposons, pour faire face au 650 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail, la création de 150 000 emplois-jeunes dans l'écono-

**Discours, comptes rendus, podcasts, vidéos, clips ... retrouvez-les**

mie verte et des services aux personnes.

Soutien au pouvoir d'achat, pouvoir accru pour les salariés, avenir de la jeunesse : les propositions des socialistes existent, solides, crédibles et j'ajoute disponibles : puisque Monsieur Sarkozy veut un emprunt utile pour la France, qu'il commence donc par emprunter les idées de la gauche !

Face à la crise, il est urgent d'agir. En communication, le président de la République est hors catégorie. Côté action, il est franchement hors course ! Il a reçu mardi dernier, pour la septième fois, les banquiers à l'Elysée. Ils connaissent déjà la chanson : des mots, toujours des mots, « transparence », « moralité », « sanction ». Mais de décision, aucune, sauf de repousser de quelques mois le versement de 50% des bonus des traders de la BNP. Rassurez-vous, ils toucheront quand même 59 000€, tout de suite, en moyenne. Les contribuables n'acceptent plus que des milliards aient été donnés aux banques sans autre résultat que de venir remplir les poches de ceux qui sont responsables de la crise. Je demande à nouveau au président de la République de faire voter une loi s'inspirant de la proposition de loi des députés socialistes, plafonnant les écarts de rémunération, limitant fortement les bonus - je propose une règle simple, qu'ils ne dépassent pas la part fixe du salaire -, interdisant les parachutes dorés et les stock-options sauf pour les entreprises naissantes.

En second lieu, nous demandons avec insistance que l'État rentre dans les conseils d'administration des banques refinancées par la puissance publique afin de contrôler l'utilisation des 21 milliards d'euros d'argent public qui leur ont été versés. Car chacun sait aujourd'hui que si les banques ont repris leurs opérations financières et en récompensent leurs traders, les PME sont toujours en attente de crédits pour se développer ou survivre, de même que les Français pour acquérir un logement.

Nous aurions aimé que la France soit en tête du combat pour la régulation financière. Mais Nicolas Sarkozy n'y est pas prêt. J'ai demandé à Poul Nyrup Rasmussen, le Président du PSE, de lancer une grande campagne des socialistes européens pour imposer une régulation financière au cœur de laquelle se trouve la limitation et la réglementation des rémunérations variables et l'encadrement des hautes rémunérations. Il a déjà pris contact avec les démocrates américains, qui eux aussi veulent se joindre à ce mouvement.

Voilà quelques mesures d'urgence pour les mois à venir. Elles sont nécessaires dans la situation économique de notre pays, elles sont nécessaires pour faire face à l'urgence sociale, mais il faut aller beaucoup plus loin.

Le Parti socialiste, premier parti d'opposition, doit être utile à 100% aux Français, en combattant les régressions sociales, en proposant comme nous le faisons encore ce matin, en préparant un grand projet de la gauche en 2012.

Refonder les idées, refonder notre Parti et construire la maison commune de la gauche, voilà l'ambition fixée à La Rochelle.

Le travail est immense, mais vous êtes là, fiers de ce que nous sommes et enthousiastes à ramener l'espérance.

Alors tout est possible. La France qu'on aime le mérite !

Alors bon travail mes camarades !





# Pays de la Loire : l'imagination

**Jacques Auxiette, président du Conseil régional des Pays de la Loire, présente son plan d'action pour lutter contre la crise et préparer les emplois de demain. Entretien.**

**Le Conseil régional des Pays de la Loire, a d'adopté avant les vacances son plan de lutte contre la crise. Qu'est-ce qui le caractérise ?**

Nous avons voulu faire preuve d'innovation. Ce plan d'action contient trois volets : le premier vise à accompagner les salariés en difficulté, mais aussi les jeunes qui sont plus que jamais une priorité pour les collectivités de gauche, à l'heure où le gouvernement propose des mesures totalement insuffisantes et démagogiques. Le second, et c'est une compétence régionale, vise à aider les entreprises à passer ce mauvais cap. Le troi-



sième vise l'accélération de l'investissement régional dans nos cinq départements. Pour chacun des points évoqués, j'ai souhaité que la Région aille au-delà du renforcement de mesures traditionnelles. C'est, par exemple, le cas lorsque nous décidons de prendre part à la prise en charge du chômage partiel ou

de lancer un appel à l'épargne régionale pour créer un fonds d'intervention au service des causes les plus urgentes de l'économie locale. C'est encore le cas avec le lancement de plateformes régionales d'innovation qui conduiront des entreprises de pointe, des chercheurs, mais aussi des Centres de formation des apprentis (CFA) ou des lycées, à travailler de concert pour préparer les activités et les emplois de demain.

## Priorité à la formation

**C'**est l'une des initiatives les plus importantes du plan des Pays de la Loire contre la crise. La Région a décidé de proposer des formations rémunérées aux salariés confrontés au chômage partiel, par le biais d'un « fonds régional de sécurisation de l'emploi par la formation ». Ce qui leur permet de renforcer leurs connaissances et savoir-faire pour le bonheur des entreprises qui voient ainsi augmenter leur capacité à répondre aux enjeux économiques de sortie de crise.

La Région a signé des conventionnements avec sept organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA), de branche ou interprofessionnels, pour permettre la mise en œuvre rapide de diagnostic des besoins et de construction des plans de formation. 3,5 millions d'euros de crédits régionaux ont d'ores et déjà été réservés à ces actions. **B.T.**

## Pourquoi mettre l'accent sur la jeunesse ?

Quand le chômage augmente de plus de 25 % en un an dans une région, les jeunes sont les premiers touchés. Notre plan de lutte contre la crise prévoit plusieurs dispositifs en faveur du logement des jeunes, en partenariat avec le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ou

les bailleurs sociaux, des crédits de formations spécifiques, mais aussi des aides directes avec une enveloppe d'urgence de plus de 600 000 € pour des étudiants, des apprentis et des lycéens.

### ***Et l'investissement public ?***

Le gouvernement a fait beaucoup d'esbroufe avec son plan de relance, alors qu'il pèse moins de 30% des investissements publics en France, et qu'il a présenté dans ses « actions de relance » le rattrapage de son retard de paiement pour des travaux qui, pour certains, étaient déjà inaugurés ! Dans les Pays de la Loire, nous avons dépensé, fin 2008, près de 95 % des crédits votés, ce qui signifie que les investissements de notre plan de relance sont vraiment des crédits nouveaux. Nous avons voté dernièrement près de 260 millions d'euros supplémentaires, dont 164 millions pour les lycées, 30 millions pour l'action économique, 26 millions pour l'enseignement supérieur et la recherche, ou encore 11 millions pour notre politique énergétique. Ces efforts ont été salués par tous les partenaires sociaux, mais aussi par les représentants du patronat et même une large partie de l'opposition régionale.

**Propos recueillis par Bruno Tranchant**

CG33/CECA

### **Entrepreneuriat Gironde**

**U**n coup de pouce aux apprentis entrepreneurs pour doper l'économie locale. Pour faire face à la crise, le Conseil général de Gironde compte plus que jamais sur CREAGIR 33 pour favoriser l'installation, la création et la transmission d'entreprises à l'échelle départementale. Histoire surtout de maintenir un niveau de population active suffisant, de créer des emplois et de contribuer au développement équilibré des zones dites fragiles. Principales bénéficiaires, les très petites entreprises (TPE) issues de l'artisanat, de l'industrie, des commerces de première nécessité ou des services aux personnes, dont les projets portent sur des investissements matériels, l'achat d'équipements, des investissements immatériels, l'acquisition de véhicules ou des diagnostics techniques et économiques. Avec, à la clé, le versement d'une subvention dont le montant peut atteindre 15 % des dépenses éligibles, dans une limite de 15 000 €, pour les créations, et de 20 000 euros pour les reprises.

« Après plus de dix ans de fonctionnement, nous avons revisité nombre de points afin de renforcer l'efficacité de CREAGIR 33, précise Philippe Madrelle, président du Conseil général. Un réseau de précepteurs locaux a été mis en place pour favoriser le maillage territorial. Une attention plus forte est apportée aux critères de développement durable et pour une économie solidaire et, dans le même état d'esprit, dans la mise en œuvre des projets, sont appliqués les principes de notre

politique territoriale, citoyenne et durable. » Lancé en 1996, ce dispositif a aidé à la création, la transmission ou la reprise de plus de 1 500 entreprises, soit plus de 3 000 emplois sur le territoire de la Gironde.

**Bruno Tranchant**

***Un apprenti-entrepreneur s'exerçant au jardinage***



# Le quarantième anniversaire de l'OURS



**Créé en 1969, présidé par Alain Bergounioux, l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste) est solidement installé dans le paysage socialiste français, par la qualité de ses travaux, la richesse de sa bibliothèque et de ses fonds d'archives, et les réseaux qu'il entretient à travers la France, entre monde militant et milieux universitaires. Rencontre avec Denis Lefebvre, secrétaire général de l'Office.**

■  
34

## **Quelles sont les origines et la philosophie de l'OURS ?**

L'Office a été créé en 1969 par Guy Mollet et quelques camarades et amis, qui entendaient préparer l'avenir, alors que le mouvement socialiste était en crise, en lançant une école de formation destinée aux militants et cadres socialistes. Dès le début, ils ont veillé à ce que cette initiative soit d'inspiration socialiste, sous la forme d'une association régie par la loi de 1901, mais non liée au Parti. Cette notion est importante, et son application au quotidien, nous a permis de traverser des décennies parfois rudes à vivre pour l'organisation politique qui est la nôtre.

Socialistes, nous le sommes bien sûr, mais nous nous interdisons toute action

politique, toute prise de position politique. Le « Manifeste » que nous avons publié en 1969 précise notre démarche, quand nous appelons à nous rejoindre « ceux qui aspirent à la réflexion au-delà des péripéties de la lutte quotidienne, ceux qui ressentent profondément la nécessité d'ajouter un maillon supplémentaire à la longue chaîne de l'étude socialiste, ceux qui sont persuadés que la force des idées est garantie par l'approfondissement qu'on en fait ». Tout est là.

C'est sur ces bases que nous vivons depuis quarante ans ! C'est avec cette ambition et cet état d'esprit que nous rejoignons au quotidien des femmes et des hommes, encartés ou pas, mais en socialistes, avec la volonté de travailler en profondeur.



## **Quel est le travail au quotidien des animateurs de l'OURS ?**

Il est multiple et varié. Je retiendrai deux points particuliers. Nos publications, tout d'abord. Nous éditons, sous différentes formes depuis 1969, un journal mensuel et une revue aujourd'hui semestrielle. Le mensuel, publié sur huit pages est consacré à la critique littéraire, culturelle et artistique. Depuis cette année, nous y ajoutons des suppléments thématiques de quatre pages intitulés « Droits d'inventaires ». Dans le premier, nous avons évoqué « Les socialistes et les libertés », dans le deuxième « La gauche face à l'histoire », avec des articles de Marie-Pierre de la Gontrie, Aurélie Filippetti, Lionel Jospin, Jean-Jacques Urvoas, Vincent Duclert... Notre revue, Recherche socia-



liste, est axée autour de dossiers thématiques. Parmi les derniers thèmes traités : « 1958-2008 : les socialistes et la V<sup>e</sup> République » ; « Socialistes français et travailleurs britanniques dans la construction européenne ». Le premier numéro de 2009 a été consacré aux transformations du militantisme socialiste.

Nos activités dans le domaine de la mémoire, ensuite. Depuis 1969, nous avons constitué une bibliothèque considérable de plus de 15 000 livres et brochures, et un centre d'archives qui regroupe plus de 100 fonds différents, sans oublier 700 collections de périodiques, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Cet ensemble fait de l'OURS un lieu incontournable pour tous ceux qui travaillent sur l'histoire du mouvement socialiste. Nous recevons chaque année dans nos locaux plusieurs centaines d'étudiants,

chercheurs, journalistes.

À côté de nos activités propres, nous participons aussi, dans le cadre d'une convention signée avec le Parti socialiste et la Fondation Jean-Jaurès, à la sauvegarde et à la gestion des archives du mouvement socialiste contemporain.

***Le stand de l'OURS à La Rochelle, cette année encore, a été très visité par de nombreux camarades, jeunes et moins jeunes. Il semble y avoir un courant de sympathie très net...***

Certes, et même un esprit « OURS », qui prouve que la démarche des fondateurs de l'Office était la bonne : créer un lieu de réflexion, de débat, sans autre ambition que celle de faire avancer notre cause, par un travail collectif sans entraves, sans esprit de chapelle(s) !

***Propos recueillis  
par Bruno Tranchant***

## EN SAVOIR PLUS

**L'OURS,  
bibliothèque et archives,  
est situé au :**

6, Cité Malesherbes - 75009 Paris

01 45 55 08 60

[info@lours.org](mailto:info@lours.org)

L'OURS reçoit les chercheurs, sans rendez-vous, du lundi au jeudi, de 13 heures à 17h30.

L'Office n'a pas de newsletter, mais offre de nombreuses informations sur son site (<http://www.lours.org>). Celui-ci informe « en temps réel » des activités de l'association et de ses animateurs : séminaires, colloques, livres publiés, manifestations organisées...

On y trouve aussi des textes fondateurs du socialisme et les inventaires des archives déposées, car il n'y a pas de recherches historiques possibles sans inventaires.

Ces archives constituent un patrimoine considérable, enrichi au quotidien par de nouveaux dépôts de militants. À côté des archives de la SFIO (1944-1969), de la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et socialiste, 1965-1969) ou du Parti socialiste (1969-1971), on trouve à l'OURS des fonds importants de personnalités socialistes historiques ou contemporaines : Guy Mollet, Marcel Sembat, André Lebey, Albert Gazier, Robert Verdier, Pervenche Bérès, Pierre Moscovici... Ces fonds offrent la possibilité à de nombreux chercheurs de réaliser des travaux inédits.



# Rentrée scolaire 2009

## L'éducation de nos enfants en danger

**La rentrée 2009, c'est moins de moyens pour éduquer nos enfants.**

- **Suppressions massives de postes** : 11 000 en 2008, 13 500 en 2009, 16 000 prévues pour 2010.  
Conséquences : nombreuses fermetures de classes, remplacements non assurés, suppressions d'options et de disciplines, hausse des violences...
- **Moins d'infirmiers et moins de médecins** dans les écoles.
- **Suppression progressive de la carte scolaire**, créant un système éducatif à deux vitesses.
- **Diminution des moyens dans les écoles maternelles** rendant difficile pour les parents la scolarisation des moins de 3 ans.
- **Nouveaux enseignants moins bien formés** à cause des réformes du gouvernement.
- **Journées plus longues pour les élèves du primaire avec la semaine de 4 jours** :  
élèves mis sous pression, notamment les plus fragiles.
- **Disparition des RASED** (réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté).
- **Diminution du nombre d'auxiliaires de vie scolaire (AVS)** qui accompagnent les élèves handicapés.
- **Réforme de l'enseignement professionnel** se traduisant par un étranglement des filières et des difficultés grandissantes pour les élèves les plus fragiles.



## Une autre politique pour l'éducation est urgente

### Les socialistes proposent :

- ✓ Un **moratoire immédiat** sur les suppressions de postes et une **programmation pluriannuelle des recrutements de personnels**.
- ✓ Un **plan de lutte contre les inégalités scolaires** : renforcer les ZEP, diminuer le nombre d'élèves par classe, promouvoir les expériences innovantes, soutenir les familles en difficulté et assurer la mixité sociale.
- ✓ Un vaste **chantier d'amélioration des méthodes pédagogiques** pour la réussite de tous, à tous les niveaux scolaires et avec l'ensemble des acteurs concernés.
- ✓ Une **revalorisation des métiers de l'éducation** et une rénovation de la formation des enseignants.

Participez  
à la construction  
du projet des socialistes  
pour l'éducation :

[www.agirpourleducation.fr](http://www.agirpourleducation.fr)  
[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

Parti Socialiste  
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07  
01 45 56 77 00

**Il faut investir dans l'avenir de notre pays et de nos enfants  
en faisant de l'éducation une priorité absolue**